

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

Et Dunkerque, alors...

Le devenir de la Raffinerie des Flandres, à Mardyck, continue de susciter notre préoccupation et notre volonté d'accompagner dans l'épreuve qui leur est imposée, les salariés de Total Dunkerque et des sous-traitants, victimes des décisions arbitraires du grand groupe international.

Des salariés qui auront sans doute apprécié à sa juste valeur la garantie de Total (relayée comme s'il s'agissait d'une grande victoire, par le ministre Estrosi) d'assurer les raffineries du groupe de poursuivre leur exploitation durant cinq ans. Toutes les raffineries sauf celle des Flandres à Dunkerque !

Nous imaginons facilement quel a pu être l'état d'esprit des salariés de Total Dunkerque à l'annonce de ces décisions prises lors d'une réunion regroupant responsables et syndicats du groupe à Paris.

La raffinerie des Flandres de Dunkerque ne mérite pas d'être ainsi sacrifiée par les responsables d'un groupe qui certes a prouvé sa puissance industrielle au niveau mondial mais qui, sur le plan de sa communication et des rapports sociaux, a de gigantesques progrès à effectuer...

La raffinerie ne mérite pas d'être sacrifiée... Pour ses salariés dont le savoir-faire est plus que reconnu et qui ont considéré comme une véritable provocation l'annonce du groupe que le raffinage à Dunkerque laisserait la place à... un centre de formation ! Impossible pour eux, travailleurs industriels, de se transformer du jour au lendemain en cols blancs de la formation ! Total se doit, si le raffinage s'avère réellement impossible à perdurer à Dunkerque, de proposer une alternative industrielle crédible et pérenne, valorisante pour chacun des membres de son personnel des Flandres.

La raffinerie ne mérite pas d'être sacrifiée... Pour les plus de deux cents sous-traitants et leurs centaines de salariés qui se trouvent à la même enseigne que ceux « intra-muros » de Total avec une très pesante épée de Damoclès sur les épaules...

La raffinerie ne mérite pas d'être sacrifiée... Pour le port de Dunkerque, le plus stable des ports français qui, depuis des années, multiplie les prouesses pour conquérir dans le monde entier de nouveaux marchés, de nouvelles lignes, de nouveaux trafics. La raffinerie des Flandres, c'est entre le quart et le cinquième du trafic portuaire dunkerquois et sa fermeture, sans alternative sérieuse, créerait de sérieux dommages collatéraux au port, au remorquage, au pilotage, etc.

La raffinerie ne mérite pas d'être sacrifiée... Pour l'agglomération dunkerquoise. Pour l'emploi, pour la volonté commune, pour la politique mise en place depuis des années pour permettre à chacun de vivre mieux dans sa ville, dans son agglomération, pour le déséquilibre que ne manquerait pas de créer un désengagement de Total sur notre territoire.

Pour ces raisons, nous élus socialistes rappelons et continuerons de rappeler que les responsables du groupe Total ont des responsabilités à endosser dans le Dunkerquois et que si la disparition du raffinage tel qu'il est aujourd'hui, s'avère inéluctable, ils auront à proposer une alternative crédible et industrielle digne des savoir-faire des salariés et sous-traitants, digne des ambitions du port et de l'agglomération de Dunkerque.

ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

Avec nous, préparez la ville de demain !



Notre ville change et avec nous, vous pouvez préparer son avenir. Pour la Communauté urbaine de Dunkerque, « le projet d'aménagement et de développement durable est le volet urbanisme du projet communautaire. Ce PADD définit les principes et orientations d'aménagement et de développement durable du territoire. Il affiche trois ambitions :

- * Créer la ville intense
 - * Améliorer la qualité de l'environnement et du cadre de vie
 - * Favoriser un développement portuaire, logistique, industriel et technologique et une diversification du tissu économique
- Les enjeux de ce document cadre invitent au débat et à la concertation. Plusieurs réunions publiques seront organisées sur le périmètre communautaire. »

Avec nous, préparez la ville de demain, jeudi 11 mars, à Dunkerque. Les élus verts ont désormais un blog, venez réagir à nos prises de position, laissez-nous vos commentaires à l'adresse suivante <http://www.elusvertsnordlittoral.fr/>.

Nouveau site : <http://nordlittoral.lesverts.fr/>
Les Verts de la Région Dunkerquoise - 27 rue du Maréchal Frenck 59140 Dunkerque - Tél. 03 28 26 59 78 - Mail : lesvertsnordlittoral@yahoo.fr

ÉLUS COMMUNISTES

Et si demain, la sécu n'existait plus ?



Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2010 a été entériné le 26 novembre.

Dans la droite ligne des politiques libérales menées par les derniers gouvernements, il amplifie le coût de la prise en charge des dépenses de santé aux malades et aux assurances complémentaires privées, dont vos mutuelles font parties.

Et si demain, la Sécurité Sociale n'existait plus : à quel prix se soignerait-on ? Quelles seraient les conséquences de la privatisation sur notre santé ?

Hausse du forfait hospitalier, baisse du remboursement de certains médicaments, remise en cause de la prise en charge totale des patients en Affection de Longue Durée : la facture va encore s'alourdir pour les Français en 2010. Déjà, les dépenses de la santé des ménages ont augmenté de 40 % à 50 % en moyenne depuis 2001. L'État se défait toujours davantage sur le régime complémentaire. La politique gouvernementale consiste à privatiser et à individualiser l'assurance-maladie.

Dès lors, le système est de moins en moins solidaire, puisqu'on sollicite de plus en plus le portefeuille du malade. À quel prix se soignerait-on si la Sécu était démantelée ?

Un diabétique a « coûté » 7070€ à la Sécu durant l'année 2006. Un patient atteint d'un cancer, 10200€, de la maladie d'Alzheimer

13900€. Sans la Sécu, comment un couple lambda pourrait faire face au coût d'une grossesse ? Comment paierait un ancien salarié au SMIC touché par la maladie d'Alzheimer pour obtenir une place dans une résidence médicalisée ?

Seule une assurance-maladie solidaire et universelle, à l'instar du système en vigueur aujourd'hui en France, peut permettre à 14 % d'assurés atteints de pathologie chroniques et de maladies graves d'utiliser 64 % du budget commun sans avoir à cotiser plus qu'ils ne le peuvent.

Mais qu'en sera-t-il demain ?

Pour l'heure, il s'agit aujourd'hui de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance !

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 -
Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - particom@free.fr

ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

Nous voici déjà en mars et se profile devant nous les prochaines échéances électorales : le renouvellement des conseils régionaux. Cette élection est primordiale car elle montre l'importance de cette institution sur notre vie locale de tous les jours. Nos élus y sont bien représentés et leur action a permis de nombreuses réalisations sur notre agglomération dans les domaines de l'éducation, du sport, de la culture et des transports.

Ce n'est pas par hasard que la majorité des régions sont gouvernées par la gauche en face d'un gouvernement de droite.

Il est indispensable d'aller aux urnes les 14 et 21 mars prochains pour montrer notre attachement à la politique de solidarité mise en œuvre par la majorité de gauche actuellement en place, en cohérence avec la politique que nous menons dans notre ville.

Pour contact : Jacques Willem, résidence Guynemer, 2 rue Jean Delvallez, 59140 Dunkerque.

ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

La situation de l'emploi continue de se dégrader. 500 000 postes de travail détruits en 2009 dans le secteur privé. Sans compter les dizaines de milliers de postes de fonctionnaires qui disparaîtront. Mais tous ne sont pas soumis aux mêmes difficultés. Les bonus à nouveau accordés aux traders, « l'affaire Proglia », le montre bien. Ce qu'il y a fort à parier, c'est qu'une cure de super austérité nous attend probablement. Le discours que l'on ne cesse d'entendre sur la lutte contre les déficits prépare les esprits au plan de rigueur qui ne manquera pas de s'abattre sur les Français. Comme pour les Grecs, puis les Espagnols, les Portugais... Partout les mêmes recettes néolibérales : la diminution des acquis sociaux. Retraites, système de protection sociale, accès aux soins, éducation, justice... La liste est longue. Dans le même temps notre industrie subit de plein fouet les conséquences d'un libre échange devenu un dogme mais qu'il faudra bien finir par

remettre en cause si on veut retrouver le chemin du progrès et de la croissance. La situation de la raffinerie des Flandres Total en est la parfaite illustration. La nécessaire analyse de la globalisation financière reste donc d'actualité afin de produire un projet politique alternatif. Ce doit être le sens du rassemblement de la gauche.

Pour contact : www.claudenicolet.fr

ÉLUS LES ALTERNATIFS



Lorsqu'en 1974 la Raffinerie Total est construite, les Dunkerquois ont accepté bon gré mal gré cette installation au moment du premier choc pétrolier, et alors que la notion d'Usine Seveso n'existe pas encore, parce que notre littoral avait bien besoin de créations d'emplois. Un peu plus de 25 ans après ce sont ces mêmes emplois qui sont menacés de disparition alors que la situation du chômage reste dramatique dans toute la région. Dans ce contexte local les Alternatifs du littoral soutiennent pleinement l'action des salariés de cette entreprise pour la sauvegarde de leur travail et condamnent la politique de Total qui exploite les hommes et les rejette ensuite au nom de la rentabilité financière de la même façon qu'elle exploite la Nature.

Pour tous contacts écrire au 25 rue de la Paix à Dunkerque ou participez à nos permanences les mardis de 17h30 à 19h et les samedis de 10h30 à 12h. Tél. 03 28 62 46 02. Mail : l.alternatifs@laposte.net

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

➔ Cause nationale

Florence Cassez, détenue au Mexique où elle a été condamnée à 60 ans de prison, raconte son histoire dans un livre récent, écrit avec la collaboration d'un journaliste. Sa libération y est présentée comme une « cause nationale » et il faut reconnaître, comme l'ont fait ses parents dans la presse locale, que Nicolas Sarkozy s'est notamment beaucoup impliqué. Et de préciser : « Nous avons rencontré le Président à sept reprises ». Un collectif parlementaire a depuis été monté, rejoint par 200 élus...

Les parents de Florence - Bernard et Charlotte Cassez - sont Dunkerquois depuis 2007 et ils n'hésitent pas à dire que leur fille « tient grâce aux soutiens qui lui sont prodigués un peu partout en France »; elle n'a d'ailleurs qu'une peur : tomber dans l'oubli... Ce serait mal connaître le président de la République que de croire qu'il abandonnera une cause qu'il défend... Ensemble soutenons Florence et ses parents !

Nécessaire mutation

Si la décision de redémarrer le haut-fourneau n° 2 d'Arcelor-Mittal a été prise, c'est « un signe de reconnaissance et de confiance envers le site sidérurgique de Dunkerque ». C'est une bonne nouvelle pour l'économie. Ce HF avait été arrêté en octobre 2008, quinze mois durant. Il n'en reste pas moins que l'usine à froid de Mardyck reste pour sa part fragilisée, sans parler de produits longs spéciaux de Leffrinckoucke... Ceci pour réaffirmer qu'une politique économique tournée essentiellement vers la grande industrie est dangereuse et que certains s'en alarment depuis longtemps, réclamant une nécessaire mutation économique. Car certains indicateurs sont au rouge vif : taux de chômage, défaillances d'entreprises, déclin démographique, niveau de vie des habitants... Et cela pourrait empirer avec Total et consorts !

Pas trop de regrets ?

Le plus fréquenté des marchés de l'agglomération, celui de Dunkerque, est appelé à déménager le 24 mars et à prendre ses nouveaux quartiers entre la rue des Sœurs Blanches et la place Jean Bart. À partir d'avril, les archéologues effectueront des sondages à la recherche de possibles vestiges sous la place du Théâtre en attendant le creusement d'un parking souterrain et la démolition de Benjamin-Morel... Le déménagement du marché s'inscrit, rappelons-le, dans le projet de rénovation du centre-ville imaginé par l'architecte-urbaniste espagnol Juan Busquets. Dans sa configuration finale, la place du Général de Gaulle ne devrait plus accueillir le marché de Dunkerque, ce que nombre de commerçants - qui n'y trouvaient pas tout le confort voulu, notamment les bornes électriques - ne devraient pas regretter. Du moins faut-il l'espérer car la nouvelle configuration offrira-t-elle autant de places aux marchands ?

Jamais deux sans trois ?

Il n'est pas inutile de rappeler, en marge du dossier industriel Total, que le groupe pétrolier et gazier, l'un des tout premiers internationaux, a créé en 1992 sa propre Fondation agissant notamment dans le domaine culturel en partenariat avec la Fondation du Patrimoine. C'est ainsi qu'à Dunkerque, après avoir contribué, aux côtés de la ville, à la sauvegarde du carillon du beffroi, Total s'est ensuite engagé en faveur de la restauration des Bains dunkerquois, construits à la fin du XIX^e siècle par l'architecte lillois Albert Baert, mais qui cessèrent de fonctionner dans les années 1970.

Le chantier des Bains dunkerquois, d'un coût prévisionnel de

520000€ HT, a pu en effet démarrer après la signature d'une convention avec la ville de Dunkerque, en date du 18 septembre 2009. Faut-il rappeler que la date de « fermeture provisoire » de la Raffinerie des Flandres remonte, elle, au 15 septembre 2009 ? À cette époque, le directeur de la raffinerie annonçait dans l'hebdomadaire local qu'il y aurait même une troisième intervention de mécénat « de façon à montrer que nous sommes attachés à un lieu, à une culture... Cela signifie que l'on fait partie de la ville... » Évidemment, ces propos prennent aujourd'hui une résonance toute particulière.

La troisième intervention serait-elle de garder le site pétrolier ?

Total s'invite au carnaval

Le lâcher de ballons du bal enfantin a été sponsorisé par... Devinez, devinez qui ? Par un grand groupe pétrolier dont on parle beaucoup actuellement et qui n'est pas connu pour son humour débridé...

« Ensemble pour Dunkerque avec Jacqueline Gabant »
12 place du Palais de Justice, 59140 Dunkerque, tél. 06 08 61 85 23

ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

➔ Dunkerque en perte

La décision de Total de fermer la Raffinerie des Flandres est une gifle magistrale pour tout Dunkerque. Une maigre compensation est la promesse de Total de ne pas licencier les salariés. Nous avons moins d'inquiétude pour eux, s'ils acceptent de quitter Dunkerque. Mais les sous-traitants ? Mais le port ? Mais Dunkerque ? Le ministre Estrosi fait deux propositions de tables rondes. L'une consacrée à l'avenir du raffinage en France. Ça fait plaisir à M. Delebarre, et puis comme on n'aura plus de raffinerie, ça nous fait une belle jambe. L'autre concerne l'avenir économique et industriel de Dunkerque. Nous, ça fait deux ans qu'on la demande, en soulignant que Dunkerque n'a pas de stratégie économique. Donc, si on débat avec l'État, et qu'on n'a pas de stratégie, on va faire quoi ? Enfiler des perles ? On voit clairement, hélas, les limites de M. Delebarre. Mais pourquoi est-ce une gifle ? Total annonce qu'il y a trop de raffineries en France. Or, le même jour, le Figaro dévoile la création d'un site Total au Nigeria, avec des investissements faramineux. Ça aurait pu être aussi Dunkerque, avec tous les bénéfices qu'ils font. Total investit depuis longtemps également en vallée de Seine, sur le site du Havre, où l'on trouve, avec le premier centre de raffinage de France, plusieurs centres de recherche d'Exxon, Shell et Total. La stratégie de Nicolas Sarkozy est à l'œuvre avec la perspective du Grand Paris et son port du Havre. Pour le Grand Paris, on investit au Havre et on démantèle le Nord-Pas-de-Calais avec la fermeture de Dunkerque. Nous ne devons pas nous soumettre aux fantaisies de l'Élysée. Que faire ? Montrer une solidarité sans faille avec les salariés de Total-Dunkerque pour obtenir le maintien de l'activité sur place. Car ils défendent l'existence même de notre port et de notre activité économique. C'est ainsi que la liste « Votez juste », conduite par Olivier Henno et Frédéric Leturque pour les régionaux, a appelé au boycott de Total, pour populariser leur action. Définir une stratégie économique avec tous les partenaires, en proposant de nouvelles activités, tant industrielles que tertiaires et commerciales. Exiger que Total investisse à Dunkerque. Et, avec cela, demander un plan pluriannuel de développement économique et industriel de notre agglomération.

Pierre Yana, Édith Varet, conseillers municipaux MoDem,
33-35 rue des Sœurs Blanches, 06 10 26 26 05-pierreyana.com

ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

➔ Sécurité : une ville à 2 vitesses

Insécurité pour la digue et ailleurs

Près de 4 mois après les dramatiques agressions sur la digue, on attend toujours les conclusions de la commission municipale UMP-PS sur la vidéosurveillance. Pas une priorité pour la municipalité ?

Place de la République défigurée par le squat

Délinquance et violence ordinaires entretenues par les SDF. Comme le dit un commerçant : « Place Jean Bart ou sur la plage, on ne laisserait pas pourrir comme ça la situation. »

Carnaval : sous haute surveillance

65 vigiles, 45 policiers (police municipale et nationale) + un escadron de gendarmerie mobile + des secouristes venus de Reims et Saint-Malo. Mais qu'est devenue la fête familiale et bon enfant ?

Carnaval : opération de communication

Parce que le carnaval est devenu pour la municipalité une opération de communication, tous les moyens sont mis en place pour qu'il n'y ait pas d'accros. Tout pour la « com », le reste peut attendre.

Coup de chapeau au président du HGD

Des joueurs contrôlés positifs au cannabis. Ni une, ni deux, le président sanctionne et joue la transparence. Un exemple à suivre dans un milieu où trop souvent c'est la loi du silence qui prime.

Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque -
<http://defidunkerquois@gmail.com>

ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

➔ Solidarité avec les travailleurs de Total !

Le 17 février, la grève des travailleurs de Total-Mardyck contre la fermeture de la Raffinerie des Flandres et pour le maintien de ses 850 emplois directs et de sous-traitants a pris une nouvelle dimension. Les cinq autres raffineries Total du pays se sont mises en grève par solidarité et pour leur propre avenir. Celles des autres raffineries françaises sont aussi appelées à la grève, car elles connaissent les mêmes menaces. Ainsi, le rapport de force avec les très riches actionnaires des trusts pétroliers est-il aujourd'hui bien meilleur pour les travailleurs.

Total a fait 14 milliards de bénéfices en 2008. En 2009, 8 milliards dont 5 milliards iront aux actionnaires. Ils ont tout l'argent nécessaire pour garantir les emplois et les salaires.

Et il en est de Total comme de Philips, de Sanofi et de toutes les grandes entreprises qui dominent l'économie et la vie sociale. C'est pourquoi une lutte d'ensemble est plus que jamais nécessaire pour imposer l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous sans diminution de salaire, le contrôle des comptes des entreprises et des flux de capitaux.

Permanences des adjoints

sur rendez-vous

◆ Hôtel de ville

- Alain Vanwaefelghem (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- Gracienne Damman (Relations internationales) : 03 28 26 26 45.
- François Liber (Santé, prévention) : 03 28 26 26 45.
- Joëlle Crockey (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- Marianne Nouveau (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 45.
- Vincent Leignel (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- Marie-Noëlle Loger (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- Patrice Vergriete (Sports) : 03 28 26 25 19.
- Zoë Carré (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- Claude Nicolet (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- Anne-Marie Dubreucq (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- Daniel Lemang (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- Marcel Lefèvre (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- Wulfran Despicht (Affaires sociales, logement et politique foncière) : 03 28 26 25 89.
- Salim Draï (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- Marie Fabre (Insertion).
- Philippe Waghemacker (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- Jacques Willem (Marchés publics)
- Jeanne Becquet (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- Claudine Ducellier (Déplacements urbains).
- Jo Dairin (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- Karima Mahroug (Cultures urbaines).
- Bernard Dormaël (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- Louardi Boughedada (Politique de la ville et rénovation urbaine).

◆ CCAS

- Fabrice Baert (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.